

## Conseil présidentiel des villes : trois démissions et beaucoup d'amertume

Existe-t-il encore ? Et à quoi sert-il vraiment ? Un an et demi après son lancement en 2018, la question se pose au sein même du Conseil présidentiel des villes, cette instance voulue par Emmanuel Macron pour alimenter ses réflexions en matière de politique de la ville... mais qui pour certains, serait en voie d'enterrement. Entre octobre et décembre derniers, trois membres ont posé leur démission : le controversé Yassine Belattar, Saïd Hammouche et Mohamed Mechmache (lire l'encadré en fin d'article). « Chacun avec des raisons personnelles ou particulières », relativise l'Elysée. Il n'empêche : l'instance est sous le feu des critiques. « Il y a beaucoup de frustrations en interne », souffle un participant sous couvert d'anonymat. « Il y a eu une première réunion avec le président de la République... et on ne l'a plus jamais revu »

Composé de 25 personnalités issues et engagées dans les quartiers, aux profils très différents (chef d'orchestre, proviseur, responsables d'associations...) et dont « plus de la moitié ne sont pas franciliens », rappelle l'Elysée, le Conseil présidentiel des villes (CPV) a été pensé comme une « courroie de transmission informelle » entre des experts de terrain et Emmanuel Macron, pour faire remonter les préoccupations des banlieues. Problème : « Il y a eu une première réunion avec le président de la République... et on ne l'a plus jamais revu », soulignent plusieurs parties prenantes. Pour autant, le conseil continue de fonctionner : une réunion plénière tous les deux mois environ, et des sous-groupes de travail sur des thématiques variées (sport, lutte contre les discriminations, plafond de verre dans la haute fonction publique...).

LIRE AUSSI > Dans les coulisses du Conseil présidentiel des villes « On n'est pas missionnés pour sortir un plan d'actions. On est des lanceurs d'alerte. On fait remonter des informations sur des dispositifs qui ne fonctionnent pas, on défend des propositions. Et même si le président n'est venu qu'une seule fois en plénière, chacun peut le voir en dehors du CPV », défend Majid El Jarroudi, délégué général de l'Agence pour la diversité entrepreneuriale à Paris. « On a eu de nombreux contacts : Julien Denormandie (NDLR : ministre de la Ville), Gabriel Attal (secrétaire d'Etat à l'éducation) sur le service national universel, Laurent Nunez (secrétaire d'Etat à l'Intérieur) sur la radicalisation dans les banlieues. Ce n'est pas parce qu'on ne voit pas le président que le travail n'avance pas », avance Abdelkader Haroune, commissaire divisionnaire originaire du Nord. Des résultats concrets

Que deviennent les recommandations émises par le conseil ? C'est là que le bât blesse, selon plusieurs voix internes. « On a vu des ministres, des conseillers du président. On a fait remonter des infos, on a porté beaucoup de sujets... Mais est-ce que l'administration va s'en emparer... c'est la question », s'interroge un militant local. Car le travail du CPV n'a rien de formel et son influence réelle reste difficile à mesurer. Pour ses défenseurs en interne, il a permis de signaler « la suppression catastrophique des emplois aidés », de favoriser les stages de 3e pour les collégiens des quartiers, de mettre en place un plan Tremplin pour faciliter le financement des associations. Il a aussi aidé les échanges sur le terrain. Aïsseta Cissé, directrice de l'association Génération II, s'en félicite. Avec l'aide de l'université d'Evry-Courcouronnes, Damien, un jeune Essonnien, a ainsi pu réaliser un an d'alternance au service communication de l'Elysée. Deux sujets

chauds : l'emploi et les JO. Dans l'entourage du président, on insiste sur l'intérêt du CPV. Pour Julien Denormandie, pas de doute : l'instance, « importante et utile », « a vocation à durer ». « Elle donne lieu à des échanges extrêmement francs, de qualité, où tout le monde apporte son point de vue sur ce qui va dans le bon sens ou pas ». Mais le ministre de la Ville admet que le dispositif gagnerait à être amélioré, sur sa gouvernance et les retours apportés à ses membres, « tous bénévoles ». « Lors du dernier conseil fin novembre, plusieurs personnes ont émis le constat qu'il fallait passer du dire au faire, avec des choses plus concrètes. On va y travailler », assure de son côté l'Elysée. Deux sujets chauds sont déjà à l'ordre du jour. Les Jeux olympiques et les emplois promis dans les quartiers : « Il y a tout un travail engagé avec le ministre des Sports, pour que de vraies opportunités soient offertes aux enfants des quartiers », assure Julien Denormandie. Et le plafond de verre dans la haute fonction publique : « Il y a des administrations qui ne jouent pas le jeu, on a remonté l'information », annonce Adile Farquane, cofondateur de Radio Cité à Mantes-la-Jolie (Yvelines). Les résultats seront attendus, Julien Denormandie reste serein : « J'ai la conviction qu'on peut faire bouger les lignes grâce au CPV ». Pourquoi ils ont choisi de partir ? Ils ont annoncé leur départ de façon plus ou moins criante... et avec plus ou moins d'amertume. Trois membres franciliens du Conseil présidentiel des Villes (CPV) ont choisi de quitter le Conseil présidentiel des villes. Yassine Belattar a été le premier, le 17 octobre dernier. Dans une lettre ouverte publiée par « Libération », l'humoriste et entrepreneur des Yvelines évoque la gestion gouvernementale de la polémique lancée par Julien Odoul contre une femme voilée. « L'idée du CPV était belle, mais Macron a été dupé par ses ministres : impossible de mettre en place quelque chose de concret, de fort, si inévitablement la discussion finit par tourner autour des musulmans », explique aujourd'hui l'humoriste au « Parisien ». Autre sujet de cassure pour lui : les Jeux olympiques et le levier d'emplois qu'ils devraient être pour les quartiers. « Il faut impliquer les gens de banlieue sur des postes stratégiques », défend l'humoriste. Or, « la seule réponse qu'on nous a faite c'est : OK, embauchons-les comme agents de sécurité sur les chantiers. Le reste, n'y pense même pas. Un vrai scandale ». « Je ne peux plus rester dans les salons, en spectateur ». Dans la foulée, deux autres membres du CPV ont suivi. Plus discrètement. « Lors du dernier conseil le 25 novembre, la question nous a été posée de savoir si on souhaitait continuer ou pas. J'ai exprimé le souhait de passer le relais », glisse Saïd Hammouche. Déçu ? Cet entrepreneur social, fondateur du cabinet Mozaïk RH, élude la question. « J'ai fait le job, j'ai fait des propositions, remonté des problèmes, mais aujourd'hui, j'estime être arrivé au bout du processus. Je ne vois pas ce que je peux faire de plus. » Le départ de Mohamed Mechmache, lui, n'a pas encore été acté par l'Elysée. Mais le président du collectif « Pas sans nous » (Seine-Saint-Denis) a bien décidé aussi de jeter l'éponge, pour deux raisons : « les dérives du débat suite à l'attaque de la préfecture de police à Paris et sur le voile »... et le sentiment de perdre son temps. « Ce conseil des villes pouvait être une force de proposition, capable de prendre la température du terrain. Quelques ministres ont joué le jeu, comme Julien Denormandie. Le président nous avait promis de venir régulièrement. Depuis l'installation du conseil, on ne l'a pas revu. Je ne peux plus rester dans les salons, en spectateur, alors que je milite pour la justice sociale. »